

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 11 – du 13 mars au 20 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IRAN – REVALORISATION DU SALAIRE MINIMUM

À l'issue d'une réunion tripartite entre les représentants syndicaux des employés, le patronat et le ministère du Travail, tenue le 15 mars au Haut Conseil du Travail, une revalorisation substantielle des salaires a été adoptée. Le salaire minimum de base augmentera de +45% à partir du 21 mars, passant de 71,7 M IRR (110€ au taux du marché libre au 15/03) à 103,9 M IRR (103€ au taux actuel). Pour un travailleur avec deux personnes à charge au sein du foyer, le salaire minimum – augmenté des primes – évoluera de 108,9 M IRR (168€) à 153,1 M IRR (152€).

LE CHIFFRE À RETENIR

x 2,4

AUGMENTATION SUR 5 ANS
DU PANIER DE SUBSISTANCE

Cette décision, qui témoigne d'une volonté politique de répondre aux tensions sociales croissantes, se révèle très insuffisante au regard de la perte de pouvoir d'achat, alimentée par une dépréciation rapide et continue du rial.

D'après le Centre national des statistiques, le taux de population active en Iran est de 32% pour un taux d'activité de 41,2%, mettant en évidence, d'une part, le vieillissement de la population et, d'autre part, la forte proportion de travailleurs exerçant dans le secteur informel, ce qui constitue un défi pour le système de protection sociale et la collecte d'impôts. A politique constante, ce déséquilibre en faveur du secteur informel devrait continuer de s'accroître. En effet, si l'augmentation de +45% du salaire minimum adoptée pour l'année 2025/26 paraît à première vue substantielle, elle est très loin de compenser la perte de pouvoir d'achat des travailleurs. Durant les 5 dernières années, les revalorisations salariales annuelles ont systématiquement été inférieures à la hausse des dépenses des ménages calculées par la banque centrale, et plus encore à celle du panier de subsistance calculé conjointement par le centre national des statistiques et le comité des salaires du Haut Conseil du Travail, créant un effet ciseau qui a considérablement érodé le pouvoir d'achat. Ainsi, en 5 ans, le coût relatif du panier de subsistance pour les travailleurs au salaire minimum a été multiplié par 2,4, soit 140% (cf. graphique).

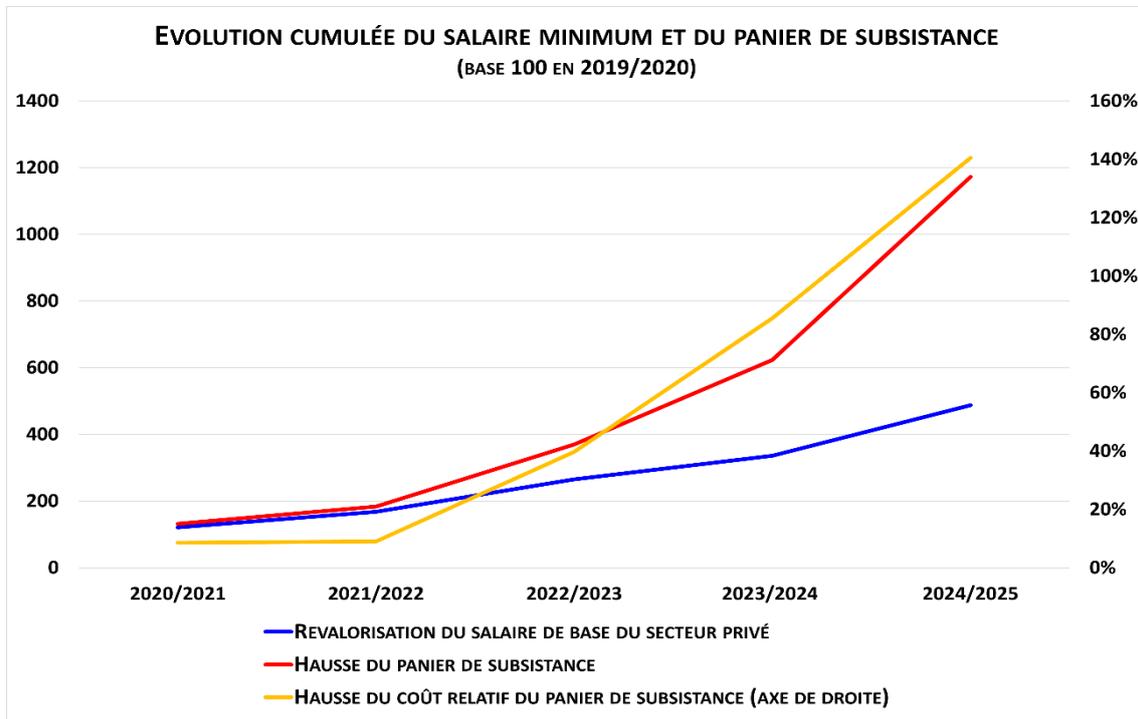
Cette dégradation du pouvoir d'achat s'est accélérée sur cette période, malgré la mise en place d'un système complexe de compensation sociale, articulé autour de deux mécanismes principaux :

1/ Des aides directes ciblées (transferts en cash, coupons alimentaires), versées aux ménages appartenant aux 4 derniers déciles de revenus. Ces aides ne représentent cependant pas un gain net pour les ménages, car elles résultent d'un transfert de subventions des importateurs vers les consommateurs, engagé depuis 2022/23 dans le cadre d'une politique de suppression graduelle du taux de change préférentiel de 1 \$= 42 000 IRR au profit de taux moins favorables, ce qui a significativement augmenté le prix de vente de produits de consommation essentiels (agroalimentaire en particulier);

2/ Des subventions indirectes – bien qu'en baisse continue, dans le cadre d'une politique de rapprochement des taux de change – appliquées à l'importation de produits essentiels et aux services essentiels (énergie, eau, santé).

La revalorisation salariale adoptée complique le contrôle de la masse monétaire par la banque centrale, risquant d'alimenter une boucle inflationniste, dans un contexte où : **(i)** le déficit budgétaire menace de s'aggraver en raison des sanctions américaines limitant les exportations pétrolières ; **(ii)** la crise énergétique structurelle et d'une ampleur sans précédent compromet la production industrielle et la compétitivité économique ; **(iii)** le secteur agricole montre une vulnérabilité croissante face au stress hydrique ; **(iv)** l'instabilité monétaire se manifeste par une dévaluation continue du rial sur le marché de gré à gré et le marché libre ; **(v)** la pression fiscale accrue sur les entreprises risque d'affecter l'emploi.

Service Économique de Téhéran



RÉGION

1. LE QATAR ANNONCE UN PROJET DE FOURNITURE DE GAZ À LA SYRIE VIA LA JORDANIE

Le Qatar et la Jordanie ont conclu, en partenariat avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), un accord pour l'approvisionnement en gaz de la Syrie à hauteur de 2 M m³/jour, qui transiterait par l'unité de regazéification flottante d'Aqaba et par le gazoduc arabe traversant le territoire jordanien. Le projet, financé par le Qatar Fund for Development pour une durée initiale de 50 jours, devrait permettre la production de 400 MW d'électricité en Syrie et une remise en service progressive de la centrale de Deir Ali. L'approvisionnement en électricité des ménages syriens devrait en conséquence progresser de 2 à 4 heures par jour. Les centrales thermiques syriennes étaient jusqu'à alors dépendantes de l'approvisionnement en fuel, essentiellement issu d'Iran, qui a été interrompu suite à la chute du régime Assad. D'après les autorités de transition, la production d'électricité en Syrie s'élevait jusqu'à présent à 1,5 GW contre une capacité de production de 4,5 GW et une demande estimée à 6,5 GW. Les besoins en gaz du pays sont estimés à 20 M m³/jour, dont 15 M m³/jour seraient nécessaires au secteur électrique.

ÉGYPTE

1. L'INDICE PMI SE MAINTIEN AU-DESSUS DE 50 PB POUR LE 2^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'Égypte a été ramené de 50,7 en janvier à 50,1 en février, marquant toutefois une deuxième expansion consécutive de l'activité du secteur privé non pétrolier, une première depuis 2020. L'enquête souligne un ralentissement des nouvelles commandes manufacturières et des difficultés à embaucher ou à retenir les employés, traduisant une diminution de la performance globale. La hausse des coûts des intrants, en partie liée à l'appréciation du dollar, a conduit à une accélération modérée de l'inflation des prix d'achat, bien que cette pression ait été atténuée par une baisse des charges salariales. Les entreprises ont limité la répercussion de ces coûts sur leurs prix de vente, maintenant une hausse modérée des tarifs. Malgré un niveau d'activité en progression, les perspectives économiques demeurent prudentes, avec une confiance des entreprises à son plus bas niveau depuis novembre dernier, seulement 5% des répondants anticipant une amélioration de leur activité au cours des 12 prochains mois.

2. LANCEMENT DE LA STRATÉGIE NATIONALE INTÉGRÉE DE FINANCEMENT

L'Égypte a lancé sa première [Stratégie nationale intégrée de financement](#) (E-INFS) alignée sur l'approche globale du cadre de financement national

intégré visant à optimiser la mobilisation et l'allocation des ressources financières pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030. Portée par le ministère de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale, cette stratégie a pour but d'identifier les besoins de financement, les sources disponibles et les opportunités d'amélioration, en mettant l'accent sur sept secteurs prioritaires (changement climatique, protection sociale, éducation, santé, autonomisation des femmes, assainissement et transports). Elle prévoit un passage des mécanismes de financement traditionnels vers des stratégies plus intégrées et innovantes, notamment via les obligations de développement durable et les sukuk islamiques. S'inscrivant dans l'Agenda d'Addis-Abeba et la Vision 2030 de l'Égypte, cette initiative vise à renforcer la résilience budgétaire du pays tout en réduisant sa dépendance aux financements extérieurs.

3. LE PROJET DE CENTRALE ÉLECTRIQUE HYBRIDE DE VOLTALIA ET TAQA ARABIA INTÉGRÉ À L'INITIATIVE NWFE

Dans le cadre du lancement du deuxième rapport de suivi de l'initiative Nexus for Water, Food, and Energy (NWFE), les entreprises Voltalia et Taqa Arabia ont signé un [accord](#) avec la ministre de la Planification et de la Coopération internationale, Mme Rania Al Mashat, en vue d'intégrer leur projet de centrale hybride d'énergies renouvelables au sein de cette initiative. Cette intégration devrait faciliter l'accès aux financements provenant des bailleurs multilatéraux et bilatéraux. Pour rappel, l'initiative NWFE, lancée lors de la COP27, a pour objectif de décarboner le secteur énergétique en développant 10 GW de capacités renouvelables d'ici 2030, tout en procédant au décommissionnement de 5 GW de capacités de centrales thermiques. Par ailleurs, Voltalia a signé en novembre 2024 un protocole d'accord (MoU) avec le ministère égyptien de l'Électricité et des Énergies renouvelables, ainsi qu'avec son partenaire local, l'entreprise Taqa Arabia, en vue du développement de 3,2 GW de capacités de production d'énergies renouvelables, à travers une centrale hybride combinant 2,1 GW de solaire et 1,1 GW d'éolien, sur le site de Zaafarana, situé dans le Golfe de Suez.

4. CONSTRUCTION D'UNE USINE DE CÂBLES SOUS-MARINS À DAMIETTE

Le 8 mars, la Holding Company for Maritime and Land Transport (autorité publique rattachée au ministère des Transports en charge de la supervision des activités liées au transport maritime et terrestre) et l'entreprise privée égyptienne Elsewedy Electric ont

signé un [protocole d'accord](#) pour le développement, la gestion et l'exploitation d'une zone industrielle et logistique intégrée au port de Damiette. Dans ce cadre, Elsewedy Electric investira 500 M USD pour la construction d'une usine de câbles sous-marins, la première du genre dans la région et la sixième au niveau mondial. Le projet, intégralement tourné vers l'export, vise à renforcer la présence du groupe sur les marchés européens, nord-américains, asiatiques et africains.

IRAK

1. ACCORD POUR L'ATERRISSEMENT D'UN CÂBLE SOUS-MARIN À AL FAO

Le ministère irakien des Télécommunications, via l'entreprise publique *Iraqi Telecommunications and Post Company* (ITPC), a signé un accord avec l'opérateur qatarien Ooredoo pour le déploiement du câble de fibre optique *Fiber in Gulf* (FIG) jusqu'en Irak à la station d'atterrissage d'Al Fao. D'une longueur de 2000 km, le câble reliera l'Irak avec les six pays du Golfe et contribuera au renforcement des infrastructures numériques du pays engagé dans la diversification de son économie. La mise en service du câble est attendue pour 2027.

IRAN

1. SUPPRESSION DE L'EXEMPTION AUTORISANT L'IRAK À IMPORTER DE L'ÉLECTRICITÉ DEPUIS L'IRAN

Dans le cadre de leur politique de « pression maximale » contre l'Iran, les États-Unis ont annulé l'exemption (« waiver ») permettant à l'Irak de payer en USD l'électricité importée d'Iran. Cette exemption, instaurée en 2018, a pris fin le 8 mars 2025. Le département d'État américain précise que cette décision vise à annuler toute facilité économique ou financière pour l'Iran. L'objectif de la politique de pression maximale est de réduire les revenus pétroliers de Téhéran et de renforcer son isolement économique. Cette mesure exerce également une pression supplémentaire sur l'Irak, Washington exhortant Bagdad à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Iran, qu'il qualifie de fournisseur non fiable. Enfin, le département d'État américain minimise l'impact de l'importation d'électricité iranienne sur le réseau énergétique irakien, affirmant qu'en 2023 celle-ci n'aurait représenté que 4 % de la consommation d'électricité du pays, pourcentage contesté par les autorités irakiennes. Dans le même temps, Téhéran réitère sa demande de déblocage des fonds iraniens

gelés - à la demande des Etats-Unis - en Irak, en Turquie et au Qatar.

2. MENACES SUR L'INDUSTRIE IRANIENNE EN 2025/2026

Selon une enquête menée auprès de 62 économistes par le journal Donyaye Eghtesad, l'industrie iranienne risque d'être sérieusement pénalisée, en 2025, par l'accroissement des sanctions américaines, la récession économique, la baisse des investissements industriels et la chute du pouvoir d'achat. D'après 80% des économistes interrogés, les sanctions américaines demeurent le principal obstacle à la production, 67% d'entre eux estimant toutefois que des réformes structurelles visant à l'amélioration du climat des affaires pourraient améliorer la situation. La combinaison de ces facteurs a déjà entraîné une baisse de la demande intérieure et une réduction significative des investissements, accélérant le processus de désindustrialisation. Les experts interrogés mettent en garde : si des politiques appropriées en matière de commerce, d'investissement et de production ne sont pas mises en œuvre dans les meilleurs délais, de nombreuses unités de production fermeront leurs portes, entraînant une chute sensible de l'activité et une montée du chômage. L'approfondissement de la crise fragilisera en outre la chaîne d'approvisionnement industrielle et précipitera le déclin économique général du pays.

ISRAËL

1. WIZ : LE RACHAT LE PLUS IMPORTANT DE L'HISTOIRE D'ISRAËL

Alphabet Inc., maison mère de Google, a annoncé l'acquisition de Wiz, la licorne israélienne de sécurisation des applications que les organisations développent et exécutent dans le cloud, pour un montant de 32 Mds d'USD, plus du double de l'acquisition de Mobileye par Intel effectuée en 2017 pour 15,3 Mds d'USD. L'acquisition de Wiz devrait renforcer la division cloud de Google face à ses concurrents, Microsoft et Amazon, qui détiennent des parts de marché plus importantes que Google. Selon les termes de l'accord, la totalité du montant sera versée en espèces, en ajoutant 1,5 Md\$ en subventions aux employés sur plusieurs années. Wiz devrait maintenir son autonomie sous Google ainsi que sa marque et ses opérations. L'accord, qui sera soumis aux approbations réglementaires, ne sera pas conclu avant 2026.

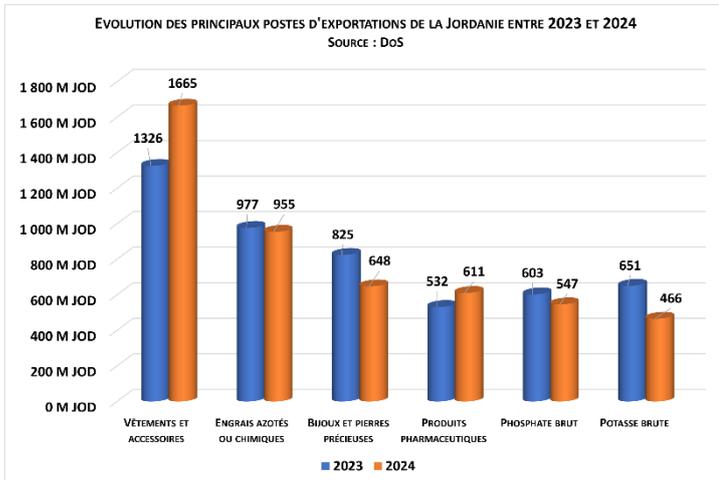
2. SOCAR ET BP OBTIENNENT DES LICENCES D'EXPLORATION DE GAZ

Le ministère israélien de l'Énergie a attribué cette semaine la licence d'exploration du « Cluster I », couvrant une superficie d'environ 1 700 km² dans la partie nord des eaux économiques du pays, au consortium de SOCAR (la compagnie nationale pétrolière et gazière d'Azerbaïdjan), la société britannique BP et la société israélienne NewMedEnergy. Chaque société a obtenu un tiers de la zone attribuée. Les deux entreprises étrangères font leur première apparition sur le marché israélien de l'énergie. L'activité dans cette zone d'exploration n'a guère été étudiée dans le passé en termes de ressources naturelles et devrait se concentrer dans un premier temps sur la réalisation de relevés sismiques, entre autres, afin de déterminer les lieux précis des éventuels forages.

JORDANIE

1. HAUSSE DU DÉFICIT COMMERCIAL EN 2024

Selon le département des statistiques (DoS), le déficit commercial a augmenté de +3,2% en 2024. Les exportations totales ont augmenté de +5,8% en glissement annuel (g.a.), pour atteindre 9,43 Mds JOD (13,3 Mds USD). Les exportations nationales ont progressé de +4,1% en g.a., atteignant 8,58 Mds JOD (12,1 Mds USD), tandis que les réexportations ont augmenté de +28% en g.a., pour atteindre 854 M JOD (1204 M USD). Côté exportations nationales, les vêtements (19,4% des exportations) et les produits pharmaceutiques (7%) ont respectivement augmenté de +25,6% et +14,8% en g.a., compensant la baisse des engrais azotés ou chimiques (-2,3%, 11,1% des exportations), des bijoux et pierres précieuses (-21,5%, 7,5%), du phosphate (-9,3%, 6%) et de la potasse (-28,4%, 5,4%). Les importations sont également en hausse de +4,5%, à 19,1 Mds JOD (26,9 Mds USD). La baisse des importations de pétrole brut et produits dérivés (-9,7%, 13,8% des importations) a été contrebalancée par la hausse des importations de véhicules (+15%, 9,6%) et de machines (+19,9%, 7%). Les exportations vers les pays arabes (41,4% des exportations) et l'ALENA (26,6%) ont augmenté de +15,9% et +11,3% respectivement en g.a., tandis que celles vers l'Asie non arabe ont baissé de -14,7% en g.a., notamment vers l'Inde (-18,8%, 11,5% des exportations). Les importations depuis les pays arabes (26,5% des importations) et de l'ALENA (7,5%) ont également augmenté de +8,2% et +10,9% en g.a. Le ratio de couverture des importations par les exportations a atteint 49% en 2024, comme en 2023.



LIBAN

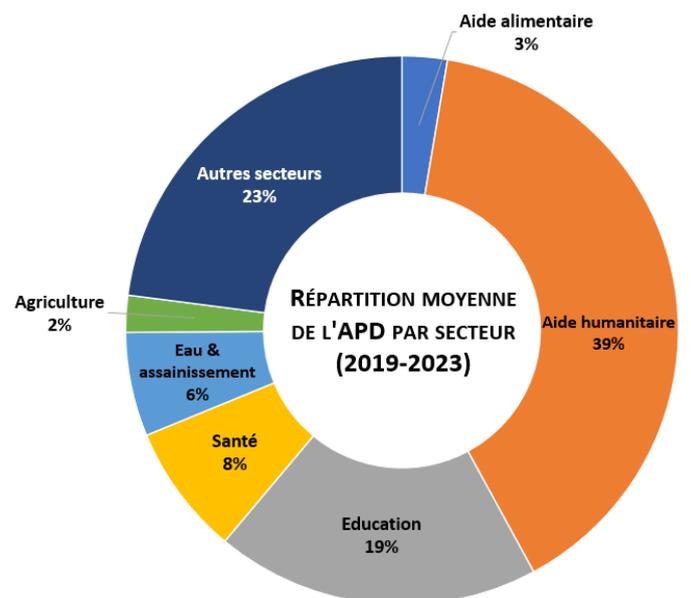
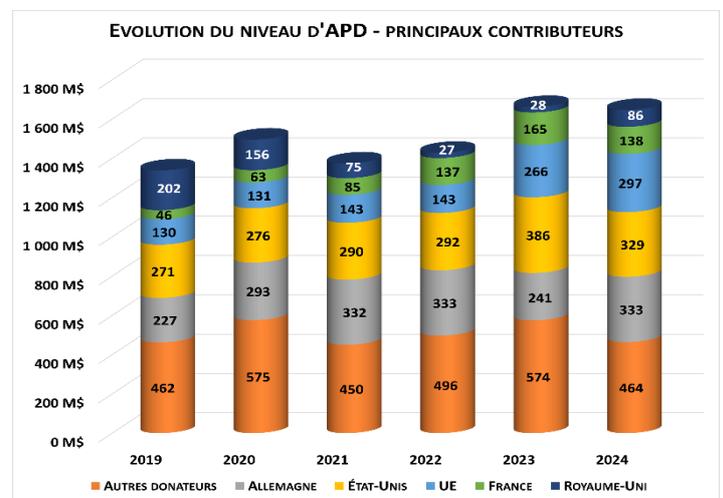
1. LES AUTORITÉS LIBANAISES DEMANDENT FORMELLEMENT UN PROGRAMME FMI

Le Chef de mission du FMI pour le Liban, Ernesto Rigo Ramirez, a effectué une mission à Beyrouth du 10 au 13 mai. Au cours de cette mission, les autorités libanaises ont fait part officiellement de leur requête d'une reprise des négociations avec le FMI en vue de parvenir à un programme d'aide. M. Rigo Ramirez a eu des entretiens avec le Président de la République, le Premier Ministre, le chef du Parlement, des membres du gouvernement et le gouverneur par intérim de la Banque du Liban. Le FMI a indiqué, dans un communiqué publié à l'issue de sa mission, sa disponibilité à coopérer avec les autorités pour établir un plan global de réformes économiques reposant sur des trajectoires viables de finances publiques et de dette publique et sur une restructuration du secteur financier. Le FMI a également mentionné des réformes vouées à stimuler la croissance économique, à améliorer la gouvernance des établissements publics et à renforcer la qualité des données macroéconomiques pour une meilleure transparence et efficacité des politiques publiques.

2. L'AIDE EN DON ATTEINT 7% DU PIB EN 2024

D'après les données agrégées par les [Nations Unies](#), l'aide au développement en don aurait atteint 1,6 Md\$ en 2024, soit 7% du PIB. L'Allemagne aurait été le 1^{er} donateur (20% du total), devant les États-Unis (20%), l'Union européenne (18%), la France (8%) et le Royaume-Uni (5%). Au total, l'UE et ses États-membres auraient représenté 56% de l'aide en don reçue par la Liban. À cette aide en don s'ajoute le décaissement en cours des différents prêts de la Banque Mondiale. D'après les données harmonisées de l'OCDE, le Liban a bénéficié de 1,5 Md\$/an en

moyenne de 2019 à 2023 d'aide publique au développement (APD), dont 39% a été dédié aux activités humanitaires et le reste, en grande majorité, aux services sociaux. Cet effort financier de la communauté internationale s'accompagne d'une situation de dépendance à l'aide dans certains secteurs (santé, éducation, filets sociaux, agriculture, environnement). La diminution anticipée des activités d'USAID pourrait ainsi avoir un impact non-négligeable sur certains secteurs et, par conséquent, sur l'économie libanaise.



3. EXTENSION DE L'APPEL D'OFFRES POUR LES BLOCS GAZIERS

L'Autorité libanaise du Pétrole a annoncé avoir prolongé une nouvelle fois, jusqu'au 28 novembre 2025, l'échéance pour la remise d'offres pour 9 des 10 licences d'exploration-production gazière

offshore. Le consortium TotalEnergies / ENI / Qatar Energy détient toujours la licence du bloc 9. Les explorations du bloc 4 en 2020 puis du bloc 9 en 2023 par le consortium n'ont pas débouché à ce stade sur la découverte d'un gisement viable au plan commercial. La difficulté à attirer des offres depuis plusieurs années semble suggérer un appétit limité de la part des compagnies pétrogazières.

SYRIE

1. CONFÉRENCE DE BRUXELLES IX : ANNONCE DE 5,8 MDS € D'AIDE

L'Union européenne a organisé le 17 mars à Bruxelles la 9^{ème} conférence des donateurs en soutien à la population syrienne et aux pays voisins accueillant des réfugiés syriens. Cette réunion a permis de mobiliser 5,8 Mds € pour 2025 et 2026, soit une baisse de -24% par rapport à la dernière conférence tenue en mai 2024 (Bruxelles VIII) et qui avait permis de réunir des promesses de prêts et dons totalisant 7,6 Mds €. Sur les 5,8 Ms d'€ annoncés, la majorité (4,2 Mds €) correspondrait à des promesses de don et le reste à des promesses de prêt aux pays voisins (1,6 Md €). L'Union Européenne et ses États-membres représenteraient 80% des promesses de dons, tandis que les Etats-Unis n'ont pas annoncé de contribution.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. MALGRÉ LES DÉFIS, LES TERRITOIRES PALESTINIENS TOUJOURS PARMIS LES PLUS GRANDS EXPORTATEURS DE DATTES

Les territoires palestiniens comptent environ 360 000 palmiers répartis sur 4 200 hectares, dont 2 400 sont cultivés dans la vallée du Jourdain. Ceux-ci sont répartis sur 817 exploitations de palmiers-dattiers. En 2023, les Territoires palestiniens ont produit 22 000 tonnes de dattes, dont 72 % (16 000 tonnes) ont été exportées vers plus de 32 pays. La Turquie est le principal importateur avec 5 000 tonnes. Les dattes palestiniennes, notamment la variété Medjool, sont reconnues pour leur qualité supérieure, irriguées à l'eau douce et bénéficiant des conditions climatiques uniques de Jéricho, ville la plus basse du monde avec une altitude de -240 mètres. Malgré la sévère crise économique en cours et les défis relatifs à l'exportation en particulier, la Palestine est le 5^{ème} importateur mondial de dattes dans le monde arabe et le 8^{ème} au niveau mondial, avec des exportations atteignant 69 M USD en 2023.

2. LES AUTORITÉS PALESTINIENNES ALERTENT SUR LE NIVEAU DE LA CRISE HYDRIQUE

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, le Bureau central palestinien des statistiques (PCBS) et l'Autorité de l'eau ont émis une alerte sur l'ampleur de la crise hydrique en Palestine, exacerbée par la situation prévalant depuis le déclenchement de la guerre. À Gaza, plus de 85% des infrastructures d'eau et d'assainissement sont hors service, nécessitant une réhabilitation estimée à 1,5 Md USD. L'approvisionnement en eau est tombé à 3 à 5 litres par personne et par jour, bien en dessous du seuil humanitaire de 15 litres fixé par l'OMS. En outre, 300 puits ont été endommagés, réduisant la production à 35% du niveau d'avant-guerre. En Cisjordanie, alors que 39% de l'approvisionnement en eau provient d'Israël, couvrant 60% de la consommation domestique, les attaques de colons sur les infrastructures critiques s'intensifient. Ces dernières, ajoutées au mauvais état des réseaux, contribuent à des pertes de plus de 35%. La consommation moyenne est de 88 litres par jour, soit trois fois moins que celle des Israéliens ainsi que des colons.

3. IMPACT DE LA CRISE SUR LES BANQUES PALESTINIENNES EN 2024

Le total net des facilités de crédit accordées par les banques palestiniennes cotées en bourse a atteint 8,2 Mds USD fin 2024, soit une baisse de 3,5% par rapport à 2023. Bank of Palestine domine avec 3,8 Mds USD (46%), suivi par Arab Islamic Bank avec 1,1 Md USD (13,4%) et Palestinian Islamic Bank avec 940 M USD (11,4%). La situation financière des banques a été gravement affectée par la guerre et la crise économique. Le secteur a enregistré une chute des bénéfices de 242%, entraînant 23 M USD de pertes nettes. Deux banques ont accumulé 36 M USD de pertes, tandis que cinq autres ont réalisé 13,5 M USD de bénéfices. Les provisions pour pertes de crédit ont bondi à 325 M USD en 2024, contre 233 M USD en 2023, sous l'effet de la guerre, de la crise économique et de la suspension des permis de travail des Palestiniens en Israël.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI/WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI/WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI/WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI/WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,3	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI/WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-8,4	0 **	-1 *	-8 **
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI/WEO	91	46	35	68	91	158 **	50 *	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	26,4	3,1	31,2	3	2	16	60	100 **
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,0	n/a	43,9	47,4	n/a	48,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES FMI 2023 - ** = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024 (E)

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr